

Des pays vont bénéficier du dérèglement climatique, mais il ne faut pas le dire...

Suite à des pressions, la firme Deloitte a dû retirer un rapport selon lequel des pays vont bénéficier du dérèglement climatique.

Ce rapport explique qu'un tiers des économies mondiales devraient en profiter, notamment Canada, Norvège et Russie (l'Arctique est une région très riche en hydrocarbures).

Mais le consensus est de combattre le dérèglement climatique.

Dans le monde, septembre 2020 est décrit comme le mois de septembre le plus chaud jamais enregistré.

La fonte des glaces s'accélère aux pôles ; en Australie, la moitié des coraux de la Grande Barrière ont péri ces 25 dernières années ; en Amérique latine, l'immense fleuve Paraguay à son plus bas niveau depuis 50 ans.

La Russie s'affaiblit-elle ou se renforce-t-elle ?

Affaiblissement

D'une part, la domination de Moscou est contestée dans le pré-carré russe : Biélorussie, Kirghizstan, Azerbaïdjan.

L'Ukraine semble définitivement perdue, non seulement suite à l'annexion de la Crimée et en raison de la guerre toujours en cours au Donbass (Ukraine contre séparatistes pro-russes), mais aussi car l'Ukraine se rapproche de l'UE et de la Turquie, en envisageant acquérir et produire 48 drones tactiques turcs Bayraktar TB2.

Renforcement : la fonte de l'Arctique

L'Arctique est une région disputée et riche en ressources naturelles encore peu exploitées. S'y opposent les intérêts de 5 pays dont la Russie et les Etats-Unis. La Russie espère y devenir la première puissance économique et militaire tout en profitant du réchauffement climatique et de la fonte des glaces, qui devrait ouvrir de nouvelles routes commerciales dans le Grand Nord.

Plus la banquise fond, plus cela est économiquement intéressant : ainsi une nouvelle voie maritime peut être ouverte pour rejoindre la Chine à partir de l'Europe en passant par le nord de la Russie et la mer de Béring. Soit un raccourci de 7.000 km par rapport au trajet habituel.

La fonte de la banquise arrange aussi les compagnies pétrolières qui recherchent gaz et pétrole.

Les réserves semblent très importantes.

En Russie, le ministère de l'Arctique Russe a préparé un projet de nouveau programme d'État pour le développement de l'Arctique pour 2021-2024.

Tensions avec l'OTAN

Mais les pays scandinaves ne sont pas forcément en adéquation avec ces projets. Dernier événement en date, la Norvège (membre de l'Otan) accuse la Russie d'être derrière une attaque informatique ayant visé son Parlement. L'ambassade de Russie en Norvège a vivement répliqué.

Il y eût plusieurs incidents ces dernières années entre Norvège et Russie. La Russie accuse la Norvège de renforcer son activité militaire et d'accroître les risques entre les deux pays. Et elle estime que ce membre de l'Otan participe de plus en plus à l'accroissement de la présence de l'Otan dans l'Arctique.

La Norvège, qui compte 196 km de frontières terrestres avec la Russie, s'inquiète du renforcement des capacités de l'armée russe dans la péninsule de Kola, une région abritant plusieurs bases navales et zones interdites aux civils.

Et récemment, un Su-27 russe a intercepté 2 avions de l'Otan au-dessus de la mer Baltique.

Ces dernières semaines, les avions de combat et de reconnaissance de pays membres de l'Otan ont intensifié leurs vols le long des frontières de la Russie. Des chasseurs russes décollent régulièrement pour les intercepter.

Tensions également avec la Suède

Avec la Suède aussi, les relations sont tendues.

Pour contrer une éventuelle attaque militaire russe, ce pays nordique vient d'annoncer une hausse de ses dépenses militaires de 40% lors des cinq prochaines années.

Pays de l'Union européenne, la Suède n'est pas membre de l'Otan mais participe régulièrement à ses manœuvres dans la région.

Alors que la Russie renforce sa présence militaire dans l'Arctique russe, la Suède a récemment dénoncé l'intrusion de deux navires militaires russes dans ses eaux territoriales.

Face à cette menace, elle déploie un nouveau système de défense anti-aérien sur Gotland, une île stratégique située en mer Baltique, en face de la Russie.

Une étape de plus dans le renforcement de l'armée suédoise, alors que le royaume nordique se plaint de plus en plus d'incursions russes dans son espace aérien et maritime.

Une prochaine étape sera franchie en 2021, date de la livraison en Suède du système antimissile Patriot, acheté aux États-Unis.

Course aux armements

Alors que Washington annonce un « accord de principe » avec Moscou pour prolonger le traité nucléaire New Start, qui arrive à expiration début 2021, la Russie teste avec succès un nouveau missile hypersonique.

Le missile russe Zircon a parcouru une distance de 450 km en 4 minutes et demie. "Un grand évènement pour toute la Russie", a réagi Vladimir Poutine. Il présente cette génération d'armes comme "invincibles".

Par exemple, les missiles hypersoniques Avangard devraient être capables d'atteindre une cible quasiment partout dans le monde et de surpasser n'importe quel bouclier antimissile existant, tel que le système déployé par les États-Unis en Europe.

D'autres pays mettent aussi au point des missiles hypersoniques : Chine, États-Unis et France.

Parmi les nouvelles armes russes figurent aussi des missiles balistiques intercontinentaux, ou encore des missiles de croisière à propulsion nucléaire.

Et dans les autres systèmes : un drone sous-marin à propulsion nucléaire, ou encore un mystérieux "laser de combat".

Biélorussie : l'opposante Tsikhanouskaïa recherchée par la Biélorussie

Le pouvoir biélorusse est confronté à des manifestations de masse (largement réprimées) dénonçant les résultats de la présidentielle du 9 août, donnant largement gagnant Alexandre Loukachenko, 66 ans, dont 26 à la tête de cette ex-république soviétique que Moscou aimerait garder sous sa coupe.

Les autorités biélorusses, tout comme les russes, placent l'opposante Svetlana Tsikhanouskaïa sur sa liste de personnes recherchées pour avoir prétendument lancé des appels à l'insurrection.

Elle a fui vers la Lituanie voisine peu après l'élection présidentielle contestée et a noué des contacts avec des responsables européens.

Elle lance maintenant un ultimatum à Loukachenko, lui donnant jusqu'au 26 octobre pour céder le pouvoir et libérer les prisonniers politiques.

Si ces conditions ne sont pas remplies, elle menace d'une grève générale, de bloquer le pays.

Mais la police biélorusse menace désormais de tirer à balles réelles pour mater la contestation.

L'UE de son côté menace de sanctionner le président Loukachenko, après avoir déjà sanctionné 40 responsables biélorusses, dont le ministre de l'Intérieur et son adjoint.

Tandis que la Russie soutient le président Loukachenko.

La Turquie contre le reste du monde (sauf le Qatar)

Provocation contre l'OTAN

Comme un grand nombre de personnes s'y attendait, la Turquie vient de franchir un pas supplémentaire dans ses provocations envers l'OTAN et les USA, en tirant des missiles du système russe de défense aérienne S-400.

Il s'agit pour la Turquie de tester ces missiles achetés à la Russie, achat qui avait provoqué, et continue de provoquer, l'ire de Washington.

L'achat de ce système russe par un pays de l'Otan suscite inquiétude et colère dans les rangs de l'Alliance, notamment aux États-Unis.

C'est en effet incompatible avec la mise en œuvre d'avions F-35, car les USA craignent de l'espionnage. La Turquie est donc exclue de ce programme conduit par Lockheed-Martin.

Mais la Turquie avait déjà testé ces systèmes russes de défense anti-aérienne en novembre 2019, et n'a pas été sanctionnée malgré les menaces de Washington.

La recherche d'hydrocarbures guide la Turquie

La Turquie est à l'offensive depuis plusieurs mois : nord de l'Irak, Syrie, Libye, Méditerranée orientale contre la Grèce et Chypre, et depuis peu elle soutient un pays au peuple frère, l'Azerbaïdjan, qui s'est lancé, sous l'impulsion turque, dans une guerre contre une enclave azérie peuplée d'Arméniens.

Il faut noter que sa recherche d'hydrocarbures est constante.

Chacun de ces pays, tout comme les zones économiques exclusives de Grèce et Chypre, regorge d'hydrocarbures (gaz et / ou pétrole).

D'ailleurs la Turquie, à force de prospections, a trouvé récemment, cette fois en Turquie (en mer Noire), 320 milliards de mètres cubes de gaz.

Malgré une grande annonce par son président Erdogan, cela est très insuffisant pour rendre le pays autonome.

Alors que les tensions entre la Grèce et la Turquie avaient duré longtemps (bateaux et avions turcs sur le territoire maritime et aérien grec, armées déployées dans la Méditerranée orientale...), la Turquie repart en exploration dans les eaux grecques, en y renvoyant à nouveau son navire de recherche gazier, l'Oruç Reis.

La Turquie revendique le droit d'exploiter des gisements d'hydrocarbures dans une zone maritime qu'Athènes estime relever de sa souveraineté.

Sur ce sujet la Turquie est aussi en conflit avec la partie de Chypre membre de l'UE, violant ses eaux territoriales.

Erdogan inquiète les USA et l'UE

Erdogan a un langage très guerrier, et commence sérieusement à inquiéter certains de ses alliés, à commencer par les États-Unis. A noter que la Turquie est non seulement membre de l'OTAN, comme les USA et la Grèce, mais abrite aussi 2 importantes bases militaires américaines, essentielles aussi à l'OTAN.

Ce qui permet à Erdogan de menacer les USA : leur interdire l'accès à la base aérienne d'Incirlik ou de fermer la base de Kurecik.

Les Etats-Unis exigent que la Turquie cesse sa « provocation délibérée » en Méditerranée orientale.

L'Allemagne l'exige également, alors qu'elle est un allié de la Turquie.

D'ailleurs, surprenant revirement, le ministre des affaires étrangères allemand, Heiko Maas, a annulé sa visite en Turquie après les dernières activités d'Erdogan. Il visitera Chypre et la Grèce samedi.

La France se dit préoccupée, et menace la Turquie de sanctions européennes.

L'UE est jusqu'à présent très timorée, car la Turquie menace de ne plus retenir ses millions de réfugiés, surtout syriens, désirant gagner l'Europe.

L'UE verse d'ailleurs une aide financière considérable à la Turquie afin de l'aider à s'occuper des réfugiés, notamment syriens.

La Turquie a peu d'alliés

Plus la Turquie adopte un ton martial, plus elle s'isole du reste du monde.

Son véritable allié est le Qatar, où elle a deux bases militaires.

Ces 2 pays sont également alliés à la Somalie.

Et la Turquie a signé un accord avec le Niger pour y ouvrir une base militaire.

Mais en soutenant ostensiblement l'Azerbaïdjan, en y envoyant quantité de mercenaires, plus ou moins djihadisés, pour combattre l'enclave azérie peuplée d'Arméniens, la Turquie perd de plus en plus le soutien russe.

Ceci est la 3^e provocation après avoir défié la Russie en Syrie puis en Libye.

Alors que la Russie et l'Égypte (l'Égypte est un ennemi de la Turquie) ont décidé très récemment de mener un exercice naval conjoint en mer Noire, la Russie vient de déclarer ne pas considérer la Turquie comme un « allié stratégique », mais comme un partenaire proche.

La guerre se poursuit entre l'Azerbaïdjan et son enclave peuplée d'Arméniens

Rappel du contexte

Le Haut-Karabakh est un territoire confié à l'Azerbaïdjan par Staline dans les années 1920.

En majorité peuplé d'Arméniens, il a ensuite fait sécession de l'Azerbaïdjan, entraînant une guerre au début des années 1990 qui avait fait 30 000 morts.

Le front est quasi-gelé depuis malgré des heurts meurtriers réguliers, notamment en 2016.

Or, des combats opposent, depuis le 27 septembre, les forces azerbaïdjanaises soutenues par la Turquie à celles du Haut-Karabakh, ces dernières étant soutenues par l'Arménie. Il y aurait des milliers de morts de part et d'autre.

La Russie est plus proche de l'Arménie (elle a une base militaire en Arménie) que de l'Azerbaïdjan, avec qui elle entretient tout de même de bonnes relations jusqu'à présent.

L'Azerbaïdjan va combattre jusqu'au "retrait total" des Arméniens du Karabakh : "Nous voulons rétablir notre intégrité territoriale, nous le faisons et allons le faire", a déclaré le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev.

La guerre était en préparation depuis plusieurs mois

Comme je l'explique plus haut, il y a des heurts régulièrement meurtriers entre Arménie et Azerbaïdjan.

Ce fut encore le cas mi-juillet : des échanges de tirs à 200 km au nord du Nagorny-Karabakh ont fait de nombreux morts.

Depuis, la situation est tendue entre les 2 pays, et la guerre se prépare, la Turquie encourageant l'Azerbaïdjan.

Ainsi, des hélicoptères de combat turcs arrivaient en Azerbaïdjan fin juillet pour un exercice conjoint, tandis que l'armée arménienne passait en état d'alerte.

En août dernier, les forces turques ont pris part à d'importantes manœuvres militaires en Azerbaïdjan. Et, selon l'Arménie, les F-16 qu'elles avaient envoyés à l'occasion ne seraient jamais revenus en Turquie.

Ce pays utilisant d'ailleurs une rhétorique guerrière contre l'Arménie.

De même, en juillet, selon des sources locales, les forces d'occupation turques ouvraient des centres d'enrôlement à Afrin en Syrie pour transporter les djihadistes qui lui sont fidèles en direction de l'Azerbaïdjan, en échange d'un contrat de 2500 USD / mois.

La trêve rapidement négociée a volé en éclat

Stepanakert, la capitale du Nagorny-Karabakh, est aujourd'hui encore touchée par de nouveaux bombardements. La population a fui dans sa majorité. Les combats se poursuivent alors qu'un accord de cessez-le-feu humanitaire avait été obtenu samedi dernier à Moscou.

Alors que dimanche, un missile avait fait 10 morts dans la 2^e ville d'Azerbaïdjan, aujourd'hui on apprend qu'une frappe y a tué au moins 12 civils. Le président azéri crie vengeance.

Quelques heures plus tôt, des frappes azerbaïdjanaises avaient visé Stepanakert.

L'Azerbaïdjan annonce de nombreuses prises et avoir fait de nombreux morts dans le Nagorny-Karabakh lui-même et dans sa ceinture occupée par l'Arménie. Le Premier ministre de l'Arménie Nikol Pachinian, dit que la situation est « *très sérieuse* ».

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré, lors d'un appel avec son homologue azerbaïdjanais, qu'il n'y avait pas d'alternative à un accord immédiat sur un mécanisme de suivi du respect du cessez-le-feu.

Quelle réaction internationale ?

En soutenant depuis le début l'Azerbaïdjan dans sa guerre, la Turquie défie encore la Russie.

Le président turc Erdogan veut laver l'affront de son humiliation lorsqu'il avait attendu plusieurs longues minutes le président russe Poutine en mars 2020 dans la salle d'attente du Kremlin avant d'être enfin reçu.

Mais la situation pourrait s'envenimer entre Azerbaïdjan et Russie, car hormis la trêve qui est rompue, il faut noter que l'Azerbaïdjan affirme avoir visé des sites de lancement de missiles en territoire arménien.

Or, la Russie est militairement liée à l'Arménie, qu'elle doit défendre en cas d'attaque.

En guise d'avertissement à l'Azerbaïdjan, la Russie lance un exercice naval en mer Caspienne.

Pour faire bonne figure, la Turquie propose maintenant des « pourparlers à quatre » : Turquie, Russie, Azerbaïdjan et Arménie, le groupe de Minsk (USA, France et Russie) ayant prouvé son inefficacité sur ce conflit depuis des dizaines d'années.

Les dirigeants européens ont condamné "toute ingérence" dans le conflit au Nagorny Karabakh. Emmanuel Macron a affirmé disposer d'informations sur la présence dans cette région de "300 combattants syriens de groupes jihadistes" ayant transité par la Turquie : il a réclamé "des explications" au président Erdogan et appelé l'Otan à "regarder en face" les actions d'Ankara, membre de l'alliance.

Par ailleurs, la France fait partie avec la Russie et les États-Unis du « groupe de Minsk » de l'OSCE chargé d'une médiation dans ce conflit. Les trois pays de ce groupe ont d'ailleurs demandé "la cessation immédiate des hostilités".

Enfin, tandis que le Canada interdit d'exporter des armes vers la Turquie, l'Arménie a annoncé jeudi avoir rappelé son ambassadeur en Israël du fait des ventes d'armes israéliennes à l'Azerbaïdjan.

Israël est un partenaire de longue date du pays en termes de fourniture d'armes et d'entraînement des troupes.

Turquie : crise économique, armement des salafistes, opposants en prison...

Ce pays a un ton martial, son président faisant régulièrement des références à l'ancien empire ottoman.

Autrefois proche d'Israël, les relations se distendent, alors que le président Erdogan souhaite un jour « libérer » la mosquée al-Aqsa à Jérusalem.

La Turquie est à l'offensive en Libye, en Irak contre le parti kurde terroriste PKK, en Syrie, contre la Grèce et Chypre, souhaite jouer un rôle au Liban, au Yémen, et soutient militairement l'Azerbaïdjan en guerre contre l'Arménie.

Par ailleurs, la répression se durcit à l'intérieur même de la Turquie contre les opposants, notamment contre les Kurdes et des avocats. La Turquie est

régulièrement accusée par les ONG de porter atteinte à la liberté de la presse en arrêtant des journalistes et en fermant des médias.

Le pays est classé à la 154^e position sur 180 à l'index de la liberté de la presse publié par RSF.

Dernier tourment en date, un procureur a ordonné la saisie des biens et requis jusqu'à 35 ans de prison contre le journaliste exilé Can Dündar pour ses révélations concernant les camions d'armes envoyés par la Turquie aux groupes djihadistes en Syrie.

Un groupe de 11 figures internationales de défense de la liberté de la presse, du journalisme et des droits de l'homme vient par ailleurs de terminer une visite en Turquie.

Son constat est accablant, dénonçant notamment un contrôle croissant de l'État sur les médias, et des emprisonnements de journalistes indépendants.

En septembre 64 journalistes ont comparu devant les tribunaux turcs, avec de nombreuses condamnations pour « terrorisme, espionnage et outrage envers des représentants de l'État ».

Le système judiciaire est devenu un instrument pour sévir contre les critiques de l'État.

Même les réseaux sociaux sont sous contrôle.

Par-dessus le marché, le gouvernement met la pression sur la Cour constitutionnelle turque, dernier rempart de la liberté de la presse, qui est garantie par la Constitution.

Erdogan utilise la guerre, le nationalisme et l'idée de faire renaître l'Empire ottoman afin de faire oublier à son peuple la crise économique, le chômage, l'inflation, le chaos démocratique, faisant emprisonner tant d'opposants politiques.

Ses visées expansionnistes lui mettent à dos plusieurs pays arabes qui en retour se rapprochent d'Israël. Le président américain se félicite notamment de la normalisation récente entre Israël et les Emirats arabes unis.

Le président turc recherche ardemment des hydrocarbures, en Méditerranée orientale entre autres, afin de redresser l'économie du pays.

Et il veut masquer aux Turcs, par la rhétorique guerrière, les nombreuses difficultés notamment liées au Covid-19 et à l'effondrement de la monnaie.

Sur 3 fronts (Libye, Syrie et maintenant Azerbaïdjan/Arménie), la Turquie défie la Russie, et l'on se demande quelle sera la réaction de son président fin stratège Vladimir Poutine.

Il faut noter aussi que le président Erdogan cherche à islamiser le pays, en favorisant massivement le culte musulman, mais aussi en taxer fortement l'alcool. Résultat, la production clandestine en Turquie s'est développée, et l'alcool frelaté a fait 44 morts en une semaine.

La police turque a annoncé avoir, depuis le début de l'année, mené près de 1500 opérations contre la fabrication d'alcool de contrebande.

Par ailleurs, des rapports font état d'une augmentation de l'armement privé parmi les groupes salafistes turcs, ce qui est inquiétant au sujet de la paix sociale en Turquie.

Mais beaucoup de civils achètent également des armes.

D'autre part, la communauté protestante est dans le viseur de l'État : depuis deux ans, des dizaines membres de la communauté protestante de Turquie ont été sommés de quitter le pays au motif qu'ils constitueraient une « *menace pour la sécurité nationale* ».

Rapprochement de la Chine avec le Pakistan et l'Iran, l'Inde isolée

Rappel du contexte

Alors que l'Inde et la Chine ont connu récemment des affrontements meurtriers à leur frontière commune, dans l'Himalaya, la Chine renforce sa coopération avec le Pakistan (ennemi historique de l'Inde et puissance nucléaire) et l'Iran (partenariat potentiel de 25 ans entre Iran et Chine).

La tension entre l'Inde et la Chine reste vive après les incursions chinoises en Inde. Des dizaines de milliers de soldats campent de part et d'autre, prêts à l'affrontement. Et dans cette région glaciale en hiver, la Chine a tout prévu pour ses soldats.

L'Inde n'entend pas céder.

D'ailleurs elle demande à la France d'accélérer la livraison des Rafales commandés. Et n'exclut pas l'achat d'avions Rafale supplémentaires.

Elle doit faire face à une double menace : chinoise et pakistanaise.

D'autre part, l'Inde fait tout son possible pour limiter l'espionnage de la Chine en Inde à travers les applications mobiles chinoises, les participations chinoises dans des contrats publics ou l'installation de la 5G.

L'Inde n'est pas totalement seule

L'Inde, les USA, le Japon et l'Australie forment le "Quad", considéré comme un contrepoids à la Chine.

En Asie, si la plupart des pays ne résistent pas à l'hégémonie de Pékin, il faut noter qu'en plus de l'Inde, 2 pays importants tiennent tête à la Chine : le Japon et l'Australie.

Récemment les relations entre Chine et Australie ont été tendues lorsqu'en septembre, les deux derniers reporters travaillant en Chine pour les médias australiens ont été évacués. L'Australie, tout comme le Japon, renforce son armée, surtout navale, face aux menaces à la fois chinoise et nord-coréenne.

Conséquence de ces tensions : alors que le charbon australien est son 2^e poste d'exportation vers la Chine, suite à des consignes de Pékin auprès des entreprises chinoises, les exportations de charbon se tarissent.

C'est un peu moins tendu avec le Japon, qui essaie de ménager la Chine.

Il vient notamment d'annoncer ne pas souhaiter bannir les firmes chinoises de ses réseaux télécoms malgré les risques d'espionnage de Pékin et malgré les recommandations de méfiance venant de son allié américain.

D'autre part, l'Inde inquiète, l'Inde essaie de renforcer son influence en Iran, notamment à travers les projets de développement de ports iraniens.

Mais elle doit dans le même temps ménager son allié américain, ennemi avec l'Iran.

La Chine veut siniser à marche forcée les régions chinoises culturellement différentes

Rappel du contexte au Xinjiang : travail forcé et maltraitances

Dans le nord-ouest de la vaste Chine, plus d'un million de musulmans, surtout Ouïghours (il y a aussi des Kazakhs et des Kirghizes musulmans), seraient internés au Xinjiang.

Les autorités y auraient plus de 380 lieux de détention. La Chine affirme qu'il s'agit de "centres de formation professionnelle", destinés à aider la population à trouver un emploi et à l'éloigner de l'extrémisme religieux.

De plus, un rapport accuse la Chine de destruction de milliers de mosquées. La communauté internationale et les ONG de défense des droits de l'Homme dénoncent aussi une campagne de stérilisation massive des femmes ouïghoures.

Depuis plusieurs années, le Xinjiang fait l'objet d'un strict contrôle sécuritaire au nom de la lutte contre les attaques terroristes attribuées à des membres de l'ethnie ouïgoure (2013-2014 notamment).

Pékin utilise son pouvoir pour attaquer les mécanismes internationaux de protection des droits humains, estime l'organisation Human Rights Watch, qui dénonce l'inaction, voire la complicité d'autres pays.

En effet, malgré une maltraitance systémique, 46 pays ont signé une déclaration proclamant leur soutien à la politique de Pékin sur le sujet. Parmi ces pays, de nombreux pays musulmans.

L'indifférence de la communauté internationale est forte sur ce sujet, si l'on compare aux sanctions promptement décidées contre des pays comme la Biélorussie ou la Russie.

HRW accuse gouvernements, entreprises et universités de préférer se taire plutôt que de risquer de perdre l'accès à l'immense marché chinois. Human Rights Watch appelle les démocraties à s'unir.

Les États-Unis, en conflit pour de nombreuses raisons avec la Chine (surtout la guerre commerciale), vont interdire l'importation de certaines marchandises produites au Xinjiang. L'Union européenne, de son côté, réfléchit à des sanctions.

À la tribune de l'ONU, le 6 octobre, les Occidentaux, emmenés par l'Allemagne, ont protesté contre un manque de respect des droits humains des Ouïghours au Xinjiang, ainsi que dans la province autonome de Hong Kong, ce qu'a violemment rejeté Pékin.

Rappel du contexte au Tibet

Comme au Xinjiang, Pékin veut « siniser » le Tibet.

Sa technique : envoyer des dizaines de milliers de ruraux pauvres travailler en usine. Le dispositif vise à sortir de force plus de 500 000 travailleurs ruraux de la pauvreté.

Le contrôle sur ces populations est de plus en plus total, alors que jusqu'à présent leur système était plutôt fondé sur une certaine autonomie locale. Les fermiers ne sont pas forcément pauvres : il est en réalité difficile de déterminer leurs revenus, car le troc est habituel.

Leur culture traditionnelle est complètement détruite.

Comme au Xinjiang, le développement économique sert de paravent à un contrôle plus étroit que jamais sur les consciences, et la culture.

Taiwan de plus en plus menacée

Après avoir pris le contrôle de Hong-Kong, la Chine compte désormais s'emparer de Taïwan, qu'elle considère comme une province rebelle.

Mais Taïwan est soutenue par les USA.

La présidente de Taïwan Tsai Ing-wen, appelle au dialogue avec Pékin tout en jurant de défendre l'île face à l'intimidation chinoise.

Si les tensions entre la République populaire de Chine (le continent chinois) et la République de Chine (l'île de Taïwan) sont très anciennes, une ligne est franchie car Pékin ne reconnaît plus la ligne médiane dans le détroit de Taiwan et affirme que ses avions de combat peuvent survoler librement l'île.

Pékin, affirmant donc désormais sa souveraineté sur tout le détroit de Taïwan, a récemment condamné le passage d'un navire de guerre américain dans ce détroit. C'est pour la Chine une provocation américaine.

D'autre part, les avions militaires chinois survolent de plus en plus souvent la zone d'identification de défense aérienne de Taïwan, ce qui a occasionné de nombreuses interceptions par la force aérienne taïwanaise.

Après avoir mis Hong-Kong dans son giron et y avoir maté toute contestation, la Chine est très offensive en affirmant que ses derniers exercices militaires sont une « répétition pour une prise de contrôle de Taïwan ».

Ce qui devrait arriver un jour malgré la force militaire de Taïwan conçue et soutenue par les USA.

Corée du Nord : la menace grandit

Rappel du contexte

Actuellement, les discussions entre Washington et Pyongyang, relancées de manière spectaculaire en 2018, sont dans l'impasse depuis l'échec en février 2019 d'un sommet à Hanoï entre Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un.

Les Etats-Unis exigent que la Corée du Nord renonce d'emblée à tout son arsenal atomique, alors que cette dernière réclame une levée rapide d'au moins une partie des sanctions internationales qui étranglent son économie.

Quelque 28.500 soldats américains demeurent déployés en Corée du Sud pour la protéger de son voisin du Nord armé de la bombe atomique.

M. Kim reproche aux Etats-Unis de conduire des dizaines d'exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud que le président Donald Trump avait promis d'arrêter.

La Corée du Nord contourne les sanctions internationales

Une infiltration rocambolesque des réseaux nord-coréens pendant presque 10 ans, révélées dans un documentaire danois révèlent combien la Corée du Nord est libre de ses mouvements.

En conséquence, la Suède et le Danemark en font part à l'ONU.

Il faut croire que les sanctions décidées par l'ONU ne sont pas suffisantes et aisées à contourner.

La Corée du Nord dévoile un nouveau missile géant

Elle a présenté, lors d'un défilé militaire, un nouveau missile balistique intercontinental géant.

Un défi face aux USA dotés d'un système de défense antimissile.

Cela dit, on ne sait pas s'il fonctionne. Mais certains pensent que la Corée du Nord est une puissance nucléaire et est capable de frapper les villes américaines.

Le Japon, inquiet, s'est engagé à renforcer sa capacité de dissuasion antimissile.

Le Japon, allié des Etats-Unis, est en première ligne, constituant une des cibles favorites des essais de missiles du régime de Pyongyang, dont les engins tendent à s'abîmer en mer du Japon, voire à survoler cet archipel.

Dans les années précédentes, la Corée du Nord a effectué six essais nucléaires et lancé des missiles capables d'atteindre l'intégralité du territoire continental des Etats-Unis.

Les travailleurs expatriés nord-coréens sont une manne financière pour le régime

Voilà des décennies que Pyongyang tire des recettes non négligeables des salaires de son armée de travailleurs expatriés. La majorité est en Chine et en Russie, mais on en trouve aussi en Europe, au Proche-Orient ou en Afrique.

On estimait fin 2017 que 50.000 Nord-Coréens travaillaient en Chine. Diverses sources affirment que des Nord-Coréens continuent d'affluer dans des usines chinoises.

Fin 2017, ils étaient plus de 30.000 en Russie.

Les travailleurs expatriés, pour beaucoup employés dans les secteurs industriels et forestiers, rapportent plus d'un demi-milliard de dollars par an.

Ils ne peuvent garder qu'une fraction de leur salaire, selon des dissidents : Pyongyang ponctionne environ 70 % de leurs salaires. Leur travail est assimilé à du travail forcé.

La guerre oubliée en Birmanie

Rappel du contexte

Environ 740.000 Rohingyas musulmans avaient fui la Birmanie pour le Bangladesh en 2017 pour échapper à une répression militaire massive. Ils avaient rejoint les quelque 200.000 réfugiés vivant déjà dans le district bangladais frontalier de Cox's Bazar (sud-est).

Actuellement, 600 000 Rohingyas encore présents en Birmanie sont menacés de génocide. La Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné en janvier à la Birmanie de prendre "toutes les mesures en son pouvoir" pour prévenir un éventuel génocide à l'encontre de cette minorité musulmane.

Les combats se poursuivent

Les séparatistes musulmans Rohingyas poursuivent actuellement leur rébellion, et dans l'ouest du pays les Etats birman de Rakhine (aussi appelé Arakan) et de Chin sont en proie à des combats entre militaires birmanes et rebelles de l'Armée d'Arakan (cette armée compte environ 20 000 hommes, fait du racket et du trafic).

Depuis un an et demi, les combats se sont intensifiés entre les rebelles d'Arakan et les militaires birmanes, faisant des dizaines de morts parmi la population et causant la fuite de plus de 90 000 civils, selon une organisation locale.

Et la guérilla a multiplié les enlèvements.

Misère et trafic de drogue dans les camps de réfugiés rohingyas au Bangladesh

Rappel du contexte

Environ 740.000 Rohingyas musulmans avaient fui la Birmanie pour le Bangladesh en 2017 pour échapper à une répression militaire massive. Ils avaient rejoint les quelque 200.000 réfugiés vivant déjà dans le district bangladais frontalier de Cox's Bazar (sud-est).

Tous ces réfugiés vivent dans une misère noire au sein d'immenses camps de réfugiés.

Si le Bangladesh musulman avait ouvert ses bras aux Rohingyas en 2017, sa bonne volonté s'amenuise avec le temps. Aucune solution pérenne pour les réfugiés n'est en vue. Toutes les opérations de retour en Birmanie ont échoué et Dacca refuse que les Rohingyas s'intègrent sur son sol.

L'armée dans les camps après des heurts entre gangs de la drogue

A la frontière entre Birmanie et Bangladesh se trafique une drogue de synthèse, la méthamphétamine. C'est un marché très lucratif, auquel participent des réfugiés rohingyas qui vivent dans les camps de réfugiés du Bangladesh.

Mais des heurts ont éclaté entre gangs de la drogue dans ce complexe de camps abritant environ un million de Rohingyas. Bilan : 7 morts. L'armée bangladaise est intervenue.

Ce trafic de drogue entraîne régulièrement des actions musclées de la part des forces de sécurité bangladaises : plus d'une centaine de Rohingyas ont été tués en 3 ans.

D'ailleurs, Amnesty International évoque des exécutions extra-judiciaires.

Et en décembre 2019, afin de lutter contre le trafic, et malgré les protestations de la communauté internationale, le Bangladesh avait érigé une clôture de barbelés autour des gigantesques camps de réfugiés rohingyas, afin de leur interdire de quitter les camps.

Mission cependant impossible vu l'immensité de ces camps.

Thaïlande : des milliers de manifestants défient la monarchie

Rappel du contexte

En Thaïlande la monarchie est puissante et sacrée. Il est en temps normal impensable de la critiquer, et les peines prévues par la loi sont lourdes dans ce cas. Malgré cela, un mouvement de contestation prodémocratie défile depuis plusieurs mois et ose défier la monarchie.

Ils exigent le départ du gouvernement et une réforme de la monarchie.

Ils protestent également contre la crise économique car la Thaïlande n'a presque plus de touristes en raison de la pandémie.

Mais le gouvernement durcit le ton face au mouvement prodémocratie : état d'urgence, arrestations des leaders, proscription des rassemblements de 4 personnes et plus, interdiction de messages contraires à la sécurité nationale.

Malgré ces mesures, les étudiants ne désarment pas

A l'appel des étudiants, des milliers de manifestants ont occupé le centre-ville de Bangkok jeudi. Et pourtant quasiment tous les leaders de la contestation ont été arrêtés par les autorités.

Et des milliers se sont à nouveau rassemblés vendredi soir, mais dispersés par des canons à eau.

Des milliers bravent à nouveau l'interdiction de manifester ce samedi.

Il est maintenant possible que les autorités décident un couvre-feu pour la capitale.

Les militaires sont très liés à la monarchie.

Outre une critique virulente de la monarchie, les étudiants demandent une réforme une réforme de la Constitution.

Le monarque semble se désintéresser de la population, alors qu'il multiplie les séjours en Europe.

Mais les partisans du roi sont radicalisés, et l'on peut craindre une guerre civile en Thaïlande. Ou une prise du pouvoir par les militaires.

Indonésie : affrontements lors de manifestations contre la nouvelle loi sur le travail

Alors qu'en septembre 2019, les étudiants avaient massivement manifesté pour dénoncer notamment une réforme risquant d'affaiblir l'agence de lutte contre la corruption (KPK), une institution très respectée en Indonésie, ils descendent cette fois dans la rue pour dénoncer la nouvelle loi sur le travail.

Celle-ci souhaite réduire les formalités administratives, les exigences du droit du travail ou les obligations environnementales qui pourraient effrayer des potentiels investisseurs étrangers.

Ceci afin de rendre l'Indonésie attractive pour les capitaux du monde entier.

Les manifestations, pas forcément pacifiques, ont été suivies d'environ 1 000 arrestations.

Mais la contestation pourrait durer car le dirigeant du Congrès des syndicats de travailleurs, qui fédère plus de deux millions d'Indonésiens, est déterminé.

De plus il s'est allié avec les organisations pour la protection de l'environnement.

Covid-19 : des millions de personnes pourraient tomber en esclavage

Les retombées des mesures prises pour lutter contre la pandémie sont terribles : crises économiques, faillites en cascade, hausse du chômage, plus de 2,75 millions de migrants bloqués par les fermetures de frontières ou restrictions de circulation et exposés à de fortes dégradations de leurs conditions de vie, 400.000 marins actuellement bloqués en mer.

Encore plus grave, cette catastrophe entraîne une hausse de la famine (135 millions de personnes avant la pandémie, 270 millions maintenant), un fort recul des droits humains dans les pays les plus pauvres : esclavage, reculs massifs de l'éducation (1 milliard d'enfants), risques de violences à l'encontre des femmes, mariages précoces et grossesses adolescentes...

L'Organisation mondiale de la Santé a déclaré l'état de pandémie mondiale il y a 6 mois.

Bilan actuel, du moins en données officielles : plus d'un million de personnes à travers le monde seraient mortes du COVID-19.

Plus de 37 millions de personnes sont contaminées. Plus de 25 millions de personnes sont considérées comme guéries de la maladie.

Il n'y a toujours pas traitement radical, et encore moins de vaccin, même si les recherches progressent à grands pas.

En effet, 2 vaccins pourraient être prêts à être autorisés en novembre aux Etats-Unis : les sociétés américaines Pfizer et Moderna prévoient de demander l'autorisation de leurs vaccins d'ici fin novembre aux Etats-Unis, ce qui marquerait un record de vitesse absolu pour le développement d'un vaccin.

Mais il ne faut pas préjuger trop en avance de l'efficacité de ces vaccins.

Les experts s'inquiètent déjà de l'approche de Thanksgiving, fin novembre, la plus grande fête familiale des Etats-Unis.

En prévision d'un vaccin (plusieurs sont annoncés pour la mi-2021), les pays riches ont réservé plus de la moitié des vaccins contre le Covid-19, auprès de cinq fabricants en phase 3 des essais cliniques (phase 3 : le vaccin expérimental ou un placebo est injecté de façon aléatoire à des dizaines de milliers de volontaires, afin de vérifier que le vaccin est sûr et efficace).

Ces pays représentent 13 % de la population mondiale.

Mais la Banque mondiale débloque 12 milliards de dollars pour les pays pauvres afin de les aider à acheter et distribuer les vaccins. Elle garantit pouvoir ainsi permettre le vaccin d'un milliard de personnes.

En raison de la crise causée par la pandémie, 45 milliards de dollars, une somme record, ont été déjà fournis par la Banque mondiale entre avril et juin.

D'autre part, le G20 vient d'annoncer prolonger de six mois le moratoire sur la dette des pays pauvres.

Et pourtant ce geste est encore insuffisant pour les pays pauvres.

Il faut noter qu'en raison des restrictions liées à la pandémie, entraînant un important chômage, l'envoi d'argent en Afrique par les diasporas africaines est en chute libre. Une mauvaise nouvelle pour des millions de personnes.

Le FMI réclame des impôts plus élevés pour les entreprises les plus rentables.

Les gouvernements, de leur côté, ont fait un immense effort, injectant près de 12.000 milliards de dollars à l'économie mondiale au début de la pandémie.

Les conséquences de la pandémie enrichissent les plus riches tandis que la pauvreté s'accroît dans le monde

La fortune des milliardaires atteint un nouveau sommet dans le monde en juillet 2020. La France est le pays où elle a le plus progressé.

10 200 milliards de dollars, c'est 1 300 milliards de plus que le précédent pic de 2017.

De plus, les très riches sont plus nombreux.

Cela est surtout dû à la flambée des actions : les géants de la technologie et de la santé ont bénéficié d'un vif rebond de leurs valeurs. La santé, nous comprenons

pourquoi, car liée aux recherches faites contre la pandémie, et la technologie, c'est lié à l'importance du télétravail et autres solutions technologiques pour faire face aux mesures restrictives.

Inversement, les restrictions prises pour contrer la pandémie risquent de faire basculer 40 millions d'Africains dans l'extrême pauvreté.
La faim dans le monde continue de toucher de plus en plus de personnes.

La récession mondiale due au virus risque de précipiter entre 88 et 115 millions de personnes dans l'extrême pauvreté.
Aujourd'hui, 690 millions de personnes sont sous-alimentées dans le monde, surtout en Asie.

Heureusement le Programme alimentaire mondial, qui vient d'obtenir le Prix Nobel de la Paix, vient en aide, comme d'autres agences de l'ONU, à ces personnes démunies.
Le PAM dit avoir assisté 97 millions de personnes dans 88 pays l'an dernier.
Mais il manque de moyens, notamment financiers.

Yémen : la guerre redouble d'ardeur, catastrophe humanitaire

Rappel du contexte

Les Houthis, soutenus par l'Iran, lancent des attaques contre l'Arabie saoudite tandis que la coalition menée par l'Arabie saoudite fait pleuvoir d'immenses quantités de bombes contre les Houthis.
Cela fait 5 années que la coalition a démarré son intervention.

Le conflit au Yémen a fait des dizaines de milliers de morts, surtout civils, et entraîné ce que l'ONU décrit comme étant la pire crise humanitaire dans le monde. Environ 24 millions de Yéménites, soit plus des trois quarts de la population, ont besoin d'aide. Et 3,3 millions de personnes au Yémen sont déplacées.

Vaste échange de prisonniers de guerre

Dans le cadre d'un accord conclu en Suède en 2018, le gouvernement et les Houthis sont parvenus à un accord sur l'échange de 1.081 prisonniers, salué par l'envoyé spécial de l'ONU comme le "plus important" depuis le début du conflit.

L'échange de prisonniers intervient au lendemain de la libération de 2 Américains détenus par les Houthis. D'autres libérations sont prévues.

Selon l'accord de 2018, l'échange doit porter sur 15.000 détenus au total.

De petits échanges ont eu lieu auparavant mais celui-ci représente le plus important.

Les combats redoublent

Après un mois de calme relatif dans la ville stratégique d'Hodeïda, les combats ont repris entre les forces du gouvernement et les rebelles houthis.

Ces combats sont d'autant plus préoccupants que l'aide humanitaire est acheminée en grande majorité par le port d'Hodeïda.

Les combats redoublent aussi d'ardeur car les Houthis veulent absolument s'emparer du « triangle d'or » : Marib - Shabwa - Hadramawt, zone riche en gaz et pétrole.

Mais aussi densément peuplée. Certaines sources affirment qu'un million de personnes ont été déplacées à Marib depuis le début du conflit.

Donc avec ces nouveaux combats, des milliers de personnes fuient de nouveau : 90 000 personnes auraient été déplacées en neuf mois.

Le STC (les sécessionnistes du sud) s'intéresse également à cette zone.

Les Houthis tiennent depuis 2014 la capitale Sanaa, à 120 km à l'ouest de Marib, et poursuivent leur offensive à l'est afin de parachever leur contrôle du nord du Yémen.

Les combats menacent maintenant 140 camps de déplacés de la province, notamment le grand camp de Souwaïda.

L'ONU ferme 3000 centres de soins au Yémen par manque de financement

Alors que le Yémen fait face à l'une des pires catastrophes humanitaires au monde, l'ONU ferme totalement ou partiellement 3 000 centres de soins par manque de financement. L'ONU a beau organiser des conférences de bailleurs pour lever des fonds, l'aide internationale reste insuffisante.

Cela alors que 80% de la population yéménite dépend entièrement de l'assistance des Nations unies. Les Yéménites souffrent de famine.

De plus, la pandémie de Covid-19 fait des ravages.

Le PAM s'efforce donc d'utiliser au mieux ses ressources limitées.

Burkina Faso et Mali : encore des tueries, nombreux morts

Rappel du contexte

Malgré la présence de forces françaises (5.100 soldats de Barkhane), de l'ONU (Minusma au Mali, 13.000 hommes), de la Force conjointe du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina, Niger, Tchad, qui devait comprendre 5.000 hommes), et de forces américaines, les pays sahéliens subissent des attaques de djihadistes et de groupes armés de plus en plus fréquentes et meurtrières.

Les attaques jihadistes au Mali, au Niger et au Burkina Faso ont fait 4.000 morts en 2019.

Au Sahel, les violences ont fait à ce jour près de trois millions de déplacés et de réfugiés. Le Burkina Faso paie le plus lourd tribut avec un million de déplacés.

Depuis 2012, les violences au Mali ont fait des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés.

Le Sahel est secoué ces derniers mois par un niveau sans précédent de violence : attaques, enlèvements massifs, des milliers de viols, des milliers d'écoles fermées...

200 djihadistes récemment libérés

En échange de 4 otages, dont le chef de file de l'opposition malienne, Soumaïla Cissé, le Mali a libéré 200 prisonniers, dont de nombreux djihadistes.

Comme le président du Burkina Faso, les militaires français, qui combattent mortellement ce même groupe djihadiste, sont amers.

Humiliation supplémentaire pour la France, certaines autorités du Mali souhaitent négocier avec les djihadistes.

L'on peut légitimement se demander, alors que le territoire à contrôler au Sahel est si vaste, si la mission française y durera encore longtemps...

Les terroristes multiplient les attaques

Parmi les dernières attaques, qui sont nombreuses, dans le nord du Burkina Faso, épicerie des violences, une vingtaine de personnes ont été tuées mercredi.

Frontalier du Mali et du Niger, le Burkina Faso est le théâtre d'attaques jihadistes régulières depuis 2015 (1600 morts depuis 2015).

Des centaines de personnes ont été tuées cette année dans des dizaines d'attaques visant des civils, et plus d'un million déplacées, fuyant la violence.

Au Mali, une vaste attaque dans le centre du pays a entraîné 12 victimes civiles et 11 militaires.

La libération récente de djihadistes inquiète légitimement la population malienne, alors que les morts et les enlèvements se comptent par centaines depuis plusieurs années. Sans oublier les milliers de viols.

L'ONU va organiser une conférence pour mobiliser des fonds

La situation humanitaire est désastreuse : plus de 13 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, dont plus de la moitié sont des enfants.

Et 7,4 millions de personnes souffrent de la faim, un chiffre qui ne cesse d'augmenter, entre autres en raison des restrictions liées au Covid-19.

Conséquence supplémentaire, la violence augmente contre les filles et les femmes, pendant que des enfants sont enrôlés de force comme soldats. Et ces dernières années, plus de 3.600 écoles ont été détruites ou fermées, au détriment de dizaines de milliers d'écoliers.

La violence est terrible contre les civils, des parents étant même exécutés par des groupes armés, devant leurs enfants.

Les enfants ayant besoin d'une aide humanitaire sont maintenant au nombre de 7,2 millions.

Il faut ajouter à tous ces catastrophes des inondations majeures ayant tué au Sahel au moins 112 personnes et affecté plus de 700.000 personnes.

Les terres agricoles sont ravagées, les habitations détruites, la situation sanitaire préoccupante, et une épidémie de choléra est à craindre.

Alors que le besoin d'argent pour l'aide humanitaire est encore plus important qu'auparavant, les plans d'aide actuelle pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger sont seulement financés à 40%.

Soudan : de nets progrès, mais pas encore de sortie de la liste des Etats soutenant le terrorisme

Rappel du contexte

En décembre 2019, les Soudanais ont fêté le premier anniversaire du soulèvement qui a mis fin au régime d'Omar el-Béchet, après 30 ans de règne autoritaire. Entre 177 et 250 personnes avaient été tuées dans la répression du mouvement.

Le Premier ministre Abdallah Hamdok, nommé après de longues négociations entre l'armée et les contestataires, dirige le Conseil souverain de transition, un organe composé de civils et militaires chargé d'assurer la transition post-Béchet.

Il a entamé des réformes, notamment le démantèlement du régime d'Omar el-Béchet et le lancement de pourparlers de paix avec les groupes rebelles des Etats du Darfour, du Kordofan-Sud et du Nil Bleu, théâtres de violents conflits sous Béchet.

Mais le pays fait toujours face à une grave crise économique.

Un accord de paix historique signé entre le gouvernement et des rebelles

Les pourparlers de paix avec les groupes rebelles des Etats du Darfour, du Kordofan-Sud et du Nil Bleu ont connu un aboutissement heureux, puisqu'un accord de paix a réussi à être signé le 3 octobre.

Cet « accord de Juba » doit mettre fin à 17 ans d'une guerre meurtrière. Il prévoit notamment un partage du pouvoir, une intégration de milices dans l'armée régulière et une dissolution de ces fameuses milices rebelles.

Deux groupes rebelles n'ont pas signé

Les négociations continuent donc avec les deux absents de Juba : le mouvement d'Abdelaziz al-Hilu, qui est présent dans les Monts Nouba et au Nil-Bleu, et le SLM, qui est celui du Darfour Abdelwahid el-Nur.

Or, ces 2 mouvements contrôlent certaines parties du territoire soudanais.

Le Soudan est pour le moment maintenu par les USA sur la liste noire des pays soutenant le terrorisme

Les USA font pression auprès du Soudan afin qu'il normalise ses relations avec Israël, comme viennent de le faire les Emirats arabes Unis (EAU).

Ces deux pays sont dans la même alliance, hostiles aux Frères musulmans, contre lesquels lutte encore le Soudan en interne.

La pression des USA augmente sur le Soudan, et promet, en échange de la reconnaissance d'Israël, la sortie de la liste noire des pays soutenant le terrorisme. De nombreux experts disent que les Etats-Unis font finalement obtenir ce qu'ils veulent du Soudan, car le maintien sur cette liste noire fait beaucoup de tort au pays, surtout d'un point de vue économique.

Et en échange d'un accord de normalisation avec Israël, le Soudan demande plus de 3 milliards de dollars d'aide, ainsi qu'un engagement des USA et des EAU à lui fournir une assistance économique au cours des 3 prochaines années.

Mais ni les Soudanais, ni les partis politiques, ni les autorités religieuses, ne sont encore prêts à franchir le pas de cette normalisation, même si le pays fait de grands progrès contre les islamistes sous l'impulsion de son Premier ministre.

D'un point de vue économique, face à la crise que connaît le Soudan, le Fonds monétaire international a approuvé un accord signé avec le gouvernement de transition du Soudan qui permettra à ce pays d'obtenir 1,5 milliard de dollars par an et de réduire ses dettes estimées à 60 milliards de dollars.

Fâché contre les USA, le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok accuse les Américains, qui maintiennent le Soudan sur la liste noire des pays soutenant le terrorisme, de « paralyser » l'économie du pays, et même d'entraver sa démocratisation.

Progrès dans le processus de paix et les droits humains

L'ONU, qui soutient la transition politique, est satisfait dans les réformes législatives adoptées par le Soudan pour améliorer les droits fondamentaux. Par exemple, des gouverneurs civils par intérim ont été nommés dans les 18 États, dont 2 femmes.

Signe des temps : à Noël, la nouvelle ministre de la Justice, qui est de religion copte, est venue à la cathédrale Saint-Mathieu de Khartoum donner la bonne nouvelle, le 25 décembre. « *Après neuf ans, le gouvernement a décrété le 25*

décembre jour férié et cela démontre les sentiments d'amour, de paix et de citoyenneté des Soudanais ».

Encore des violences

Dans l'est, des troubles tribaux entre communautés Beni Amer et Hadendowa ont éclaté dans l'État de Kassala, faisant au moins 6 morts. La situation est en général très tendue dans cet État, où les accusations de racisme fusent.

Cette fois, c'était suite au limogeage du gouverneur Beni Amer par le Premier ministre Abdallah Hamdok.

D'autre part, le groupe rebelle du Darfour qui a refusé de signer l'accord de Juba poursuit les combats contre l'armée régulière.

D'autre part, les dernières étapes vers l'accord de paix se sont accompagnées d'une augmentation de la violence intercommunautaire, avec des incidents majeurs ayant fait des dizaines de morts et des dizaines de milliers de déplacés. L'ONU aide ces personnes déplacées.

Soudan du Sud : la catastrophe

Rappel du contexte

Après 6 ans de guerre civile ayant fait plus de 400 000 morts et des millions de personnes déplacées, un accord a enfin été trouvé en février 2020 entre les 2 principales ethnies rivales, les Dinkas, d'où est issu le président Salva Kiir, et les Nuer, d'où est issu le désormais vice-président Riek Machar, ancien chef rebelle.

La situation a pu se débloquer suite à des sanctions américaines de plus en plus importantes.

Depuis est formé – enfin – un gouvernement d'union nationale.

Mais les problèmes demeurent nombreux et graves.

Des experts de l'ONU dénoncent la stratégie de la faim utilisée comme arme de guerre

En septembre, des inondations dues à des pluies torrentielles, que le Sahel a également vécues, ont affecté 700.000 personnes au Soudan du Sud.

Cela a encore augmenté la faim sur la population, et laissé des centaines de milliers de personnes sans abri.

Les différentes agences de l'ONU aident de leur mieux la population.

La faim et la malnutrition étaient déjà des problèmes majeurs : près de 6,5 millions de personnes - plus de la moitié de la population - étaient confrontées à une grave insécurité alimentaire au plus fort de la saison de la faim il y a quelques mois.

Et la Covid-19 a aggravé la situation. Le nombre de personnes ayant maintenant besoin d'aide humanitaire est de 7,5 millions.

La Commission des droits de l'homme au Soudan du Sud dénonce que la faim est utilisée comme une méthode ou une arme de guerre.

Privation de nourriture ou pillage par les soldats.

Cette arme est par exemple utilisée pour « punir les communautés qui ne s'alignent pas, comme dans le cas de Jonglei », a déclaré la Présidente de la Commission, Yasmin Sooka.

Résultat : encore plus de déplacements de civils, qui ont déjà tant souffert des combats et exactions pas si anciens.

Une corruption énorme, des problèmes graves

L'ONU s'inquiète de l'enlisement de la situation.

Les retards menacent la paix : Assemblée nationale pas encore constituée, lois nécessaires pas encore adoptées, préparation de la nouvelle Constitution à l'arrêt, l'armée nationale empêche les casques bleus de rejoindre des communautés en difficultés...

Et il y a encore des violences : dans l'État de Jonglei, les violences intercommunautaires des derniers mois ont fait 600 morts et 160 000 déplacés.

De plus, la Commission onusienne des droits de l'Homme a accusé des politiciens de hauts rangs et des bureaucrates d'avoir détourné des dizaines de millions de dollars.

L'ONU dresse un bilan très critique de l'état des droits de l'homme

Corruption endémique, violences, criminalité politique...

Non seulement l'élite se bat pour le contrôle des ressources en pétrole et en minerais, mais les soldats ont l'opportunité d'enlever et violer des femmes à la place de leurs salaires.

Afrique du Sud : fortes tensions raciales

L'Afrique du Sud est un pays extrêmement violent : environ 20 000 meurtres sont commis chaque année.

Mais les crimes racistes de fermiers blancs ont une résonance particulière dans cet ancien pays de l'apartheid.

Deux hommes noirs sont actuellement jugés pour le meurtre d'un fermier blanc, ce qui ravive les tensions raciales. Au moins 50 fermiers ont été tués depuis 2019. Et selon Afriforum, un groupe qui défend la minorité blanche, il y a eu 292 attaques, dont 38 meurtres.

Son meurtre avait déclenché des manifestations d'agriculteurs blancs. Des groupes de défense accusent le gouvernement de ne pas suffisamment les protéger. Face à eux, les Combattants pour la liberté économique (EFF), le Parti de gauche radicale, qui sont en colère contre le monopole des richesses et des terres par la minorité blanche.

Presque 30 ans après la fin de l'apartheid, près de 3/4 des terres restent aux mains de la communauté blanche, qui représente moins de 10% de la population. De nombreux massacres de familles afrikaans ont été rapportés au cours des dernières années.

Le président Cyril Ramaphosa appelle au calme et travaille une loi, qui sera bientôt présentée devant le Parlement, sur l'expropriation des terres. Il avait promis d'accélérer leur redistribution, pour combattre les inégalités.

Mais la loi est critiquée, car l'on se souvient de l'erreur monumentale commise par le Zimbabwe voisin : dans les années 2000, une réforme agraire mal gérée sous Robert Mugabe fût un désastre pour l'économie du pays. Et engendra de la faim.

Par ailleurs, le gouvernement va louer 700 000 hectares de terrains agricoles appartenant à l'État à des fermiers noirs. Cela afin de relancer l'agriculture au sein de la population noire.

Dans ce pays très pauvre, l'agriculture est une priorité, alors qu'un grand nombre manque de nourriture, et que 2 millions de Sud-Africains ont perdu leur emploi depuis le début de l'épidémie de Covid-19.

Afghanistan : les combats sont terribles et les talibans vainqueurs

Rappel du contexte

L'Afghanistan a enregistré un nombre de victimes civiles "sans précédent" au troisième trimestre 2019, avec 1.174 tués, selon un rapport de l'ONU. C'est 42% de plus qu'en 2018 à la même période.

Hormis les forces de sécurité afghanes, souvent accusées d'être corrompues par les talibans (les talibans sont riches grâce au trafic d'opium), les forces en présence sont les suivantes : environ 7.000 soldats américains, et 12.000 soldats de l'OTAN.

Malgré les négociations avec le gouvernement afghan au Qatar, les violences continuent. Elles sont même en augmentation. L'émissaire américain évoque une entente avec les talibans pour « réduire » le nombre de morts. Les négociations sont tout de même globalement au point mort.

Actuellement les talibans ont lancé une grande offensive contre les forces de sécurité afghanes dans le sud. Des dizaines de milliers de personnes fuient la zone : environ 30.000.

Depuis 2001, le conflit afghan a tué des dizaines de milliers de personnes, dont 2 400 soldats américains, et poussé des millions d'autres à fuir.

Des milliers de personnes fuient les violences dans le sud du pays

Les combats se poursuivent pour la 6^e journée consécutive à Lashkar Gah, la capitale provinciale du Helmand (qui est pourtant un bastion taliban), dans le sud. Du coup, les USA lancent des frappes aériennes pour défendre les forces afghanes.

Pourtant les talibans s'étaient engagés en février à une réduction des violences. En échange, les USA doivent retirer la totalité de leurs troupes au printemps 2021. Cette perspective inquiète de nombreux Afghans, alors que les talibans sont vainqueurs d'un point de vue territorial.

Les talibans se seraient engagés, une fois les Américains partis, à empêcher les Al-Qaïda et le groupe État islamique d'opérer en Afghanistan.

L'armée afghane, de son côté, a fait des progrès ces dernières années, mais n'est pas en mesure de lutter seule contre les talibans.

L'OTAN de son côté, n'est pas favorable au retrait total des troupes américaines. En réalité Donald Trump pense laisser un tout petit contingent.

L'OTAN craint que l'Afghanistan ne redevienne une plateforme terroriste.

Dans le cadre de l'effort de paix, l'OTAN avait réduit sa présence en Afghanistan à 12.000 soldats qui épaulent les forces de sécurité afghanes dans leur mission.

Des incendies majeurs en Syrie, Liban et Israël, qui sont 3 pays voisins

Tous les incendies qui s'étaient déclenchés en Syrie, Liban, Israël et aussi dans le sud de la Turquie sont maintenant maîtrisés.

Pour tous ces feux, sont incriminés des températures très hautes, la sécheresse et des vents chauds

En Syrie, des dizaines de feux de forêt ont entraînés la mort de 3 personnes et le déplacement de dizaines de milliers de personnes. Ils ont aussi détruit des milliers de terres agricoles, de forêts, de vergers et d'oliviers, touché des habitations et certaines zones industrielles, et anéanti les promesses de récoltes d'olives.

Malgré plus de neuf années de guerre ayant décimé l'économie syrienne, le pays avait continué à produire de grandes quantités d'huile d'olive, l'une de ses principales exportations.

Des incendies se sont également déclenchés ces derniers jours au Liban (une centaine de feux de forêt) et en Israël, voisins de la Syrie. Ils ont tous été maîtrisés, mais ils ont entraîné en Israël l'évacuation de milliers de personnes selon les autorités.

En Israël, des milliers de personnes ont été évacuées.

Plus de 250 foyers d'incendie y avaient été recensés en moins de 24 heures.

Au sujet d'Israël, les pompiers pensent aussi à des actes criminels.

Mexique : les journalistes pris pour cible, et la corruption est massive

Rappel du contexte

Le Mexique est l'un des pays les plus dangereux du monde : quasiment 300.000 meurtres ont été recensés depuis 2006, année du début de l'offensive fédérale contre les cartels de la drogue.

Plus de 26.000 meurtres liés au crime organisé ont été commis en 2019.

Ce fléau de la corruption

Washington demande à Mexico de « *déclarer la guerre* » aux cartels.

Mais leur puissance financière leur permet de corrompre de nombreux responsables politiques.

Une nouvelle vient d'ailleurs de tomber : l'ancien ministre mexicain de la Défense Salvador Cienfuegos (2012-2018) a été inculpé aux Etats-Unis de trafic de drogue et de blanchiment d'argent, entre décembre 2015 et février 2017, alors qu'il était ministre.

En échange d'argent, ce ministre protégeait au Mexique un puissant cartel de la drogue.

Mais la justice au Mexique dit ne pas avoir d'informations sur le sujet.

Le président mexicain est indigné alors qu'il affirme vouloir lutter contre ces cartels très violents et contre la corruption.

De plus, en décembre dernier, avait été arrêté aux USA l'ancien secrétaire à la Sécurité publique mexicaine Genaro Garcia Luna, accusé d'un vaste trafic de drogue entre Mexique et USA.

La violence est terrible et infinie

Le Mexique bénéficie déjà d'une vaste assistance sécuritaire américaine.

L'offensive menée depuis 2006 avec l'aide de l'armée mexicaine a contribué à fragmenter les cartels en cellules délictueuses plus petites et plus violentes, qui pratiquent également vols, rackets et enlèvements.

Plus de 40.000 personnes sont portées disparues au Mexique, pour la plupart victimes de la violence liée au narcotrafic. Des charniers contenant parfois plusieurs centaines de cadavres sont régulièrement découverts.

Ciudad Juarez (nord), est la capitale mondiale du meurtre. Règlement de comptes entre gangs, opérations militaires contre les cartels ou balles perdues, ici la mort frappe n'importe quand, n'importe qui.

Informer sur les cartels devient impossible

Depuis 2017, au moins 25 professionnels des médias ont péri au Mexique, tués en raison de leurs enquêtes sur la corruption et le crime organisé. Les mafias ont corrompu les autorités liées au gouvernement.

Toute cette criminalité musèle les rédactions, qui pratiquent l'autocensure. La collusion est telle entre les cartels et les institutions, que l'on voit même la police municipale attaquer des journalistes. Même publier sur les réseaux sociaux est dangereux.

De plus, le président de la République lui-même dénigre et méprise ouvertement les journalistes, après avoir coupé les subventions aux médias. Et il est courant que des fonctionnaires agressent ou commandent les agressions de journalistes.

C'ETAIT DANS MON PRECEDENT JOURNAL MONDIAL ET C'EST TOUJOURS D'ACTUALITE

Mozambique : l'escalade du conflit oblige des centaines de milliers de personnes à fuir

Contexte

Depuis trois ans, le nord du Mozambique est proie à une insurrection. La zone abrite d'importantes installations gazières. Ce conflit a déjà fait 1500 morts.

La population est en grande souffrance face à des attaques de djihadistes, qui de surcroît enlèvent des fillettes dans leurs raids meurtriers.

Rien qu'en 2020, plus de 400 personnes sont mortes, un nombre en augmentation depuis l'année précédente.

Ces islamistes, qui ont des liens croissants avec le groupe État islamique, multiplient les attaques contre la police et tout ce qui représente le gouvernement.

Ils risquent de bientôt s'emparer des installations pétrolières et gazières situées dans le nord du pays.

Le Mozambique est surnommé le Qatar de l'Afrique.

Toutes ces ressources naturelles (gaz et pétrole notamment) devraient pourtant promettre la fortune à ce pays pauvre.

Les djihadistes se sont emparés de 2 îles

Début septembre, des jihadistes se sont emparés de deux îles situées au large du Mozambique. Cela leur permet désormais de menacer le trafic maritime dans la région.

La lutte de l'armée semble compromise car un scandale vient d'éclater suite au meurtre d'une femme enceinte, relayé par une vidéo.

Cela suscite l'indignation des ONG. Amnesty International met en cause l'armée. Ce n'est pas la première fois que l'ONG dénonce les exactions des soldats. Selon Amnesty International, les violations des droits humains sont multiples.

Face au tollé, le ministre de l'Intérieur a déclaré ouvrir une enquête mais pense que les meurtriers sont des jihadistes déguisés en soldat afin de discréditer le pouvoir.

La prise des 2 îles par les djihadistes fait suite à la capture par Daesh, en août, de la ville portuaire de Mocimboa da Praia sur le continent, riche en gaz. Cette attaque avait tué au moins 1 300 personnes.

Le port de Mocimboa da Praia est crucial pour les projets d'exploitation gazière du Mozambique car situé à une soixantaine de kilomètres des gisements dont la valeur est estimée à 60 milliards de dollars.

Les compagnies énergétiques sont obligées de construire de nouvelles installations pour éviter tout contact avec les insurgés et les villages en bordure de la zone sont souvent pillés.

Plus de 300 000 personnes ont fui la région

Le Programme alimentaire mondial (PAM) s'inquiète des conséquences : plus de 300.000 personnes ont fui, abandonnant leurs cultures et devenant dépendantes de l'aide humanitaire.

Le PAM, en collaboration avec le gouvernement, vient en aide aux plus vulnérables.

Mais l'agence onusienne a un besoin urgent de 4,7 millions de dollars par mois. Sans financement supplémentaire, il sera obligé de réduire les rations alimentaires dès décembre.

Par ailleurs, des milliers de Mozambicains se sont réfugiés en Tanzanie voisine. Ce qui a renforcé les inquiétudes de la communauté internationale quant à la régionalisation du conflit.

RDC : 22 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë

Rappel du contexte

En République démocratique du Congo, près de 22 millions de personnes souffrent actuellement d'insécurité alimentaire aiguë, le nombre le plus élevé au monde, le Covid-19 aggravant l'impact de décennies de conflit.

Les agences humanitaires se démènent pour aider la population.

Près de 70 groupes armés ont signé cet été un accord de cessez-le-feu au Sud-Kivu. Mais sera-t-il suivi d'effet ?

A l'est de la RDC, les forces armées congolaises (FARDC) se battent au quotidien avec le concours de la MONUSCO (force de l'ONU) contre des groupes armés.

Récemment encore des groupes armés ont tué des dizaines de civils, en raison de conflits ethniques.

Ces vagues successives de violence ont entraîné des déplacements massifs de populations

Une enquête de l'ONU considère les violences en Ituri comme de possibles crimes contre l'humanité. Pour l'ONU, en plus de violences armées attribuées aux miliciens de Codeco, les tensions communautaires tendent à se transformer en conflits armés.

A l'été 2019, le chef de l'Etat avait annoncé une opération militaire "de grande envergure" contre les assaillants. L'opération "Tempête de l'Ituri" a principalement conduit à la mort d'un chef de la Codeco.

Hormis la Codeco, à Beni dans le nord sévit depuis 6 ans le groupe armé d'origine ougandaise ADF.

Pour faire face à cette recrudescence de violence contre les civils et les forces de sécurité, la MONUSCO dit avoir intensifié ses patrouilles afin de protéger les populations et sécuriser les axes principaux.

D'autre part, les eurodéputés ont voté une résolution pour apporter leur soutien au docteur Denis Mukwege, victime de menaces de mort après ses appels fin juillet à mettre un terme à l'impunité des auteurs de crimes sexuels et de massacres à Kipupu, Sange et dans la province d'Ituri.

Plus de 55 000 femmes, filles et enfants, ont été soignées par ce gynécologue prix Nobel de la Paix. Heureusement il bénéficie à nouveau de la protection des policiers de l'ONU.

L'impunité

Il y a 10 ans, le rapport Mapping avait recensé 617 crimes de guerre, crimes contre l'humanité et de possibles crimes de génocide et proposait la création de chambres mixtes de justice. Depuis, rien. C'est l'impunité totale. Environ 5 000 personnes ont manifesté, ce jeudi 1^{er} octobre à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu.

Les exactions se poursuivent de nos jours. Fin septembre notamment, cette fois dans le sud de la RDC, près de la frontière avec la Zambie, des centaines de séparatistes katangais (qui militent pour la sécession de la province minière du Katanga) sont entrés dans la ville de Lubumbashi.

Bilan de l'attaque : une vingtaine de morts.

Autre sujet d'inquiétude : les appels à la haine tribale se multiplient dans les médias.

Le phénomène inquiète les institutions et les ONG. Le gouvernement a même dénoncé ce comportement qui est affiché par des acteurs politiques et des leaders sociaux.

Le président veut organiser un sommet sur la sécurité régionale

Félix Tshisekedi cherche à organiser un sommet sur la sécurité régionale, avec quatre pays, dont l'Ouganda.

Si les tensions avec l'Ouganda se sont apaisées, les véhicules qui font le trajet entre les deux pays sont tout de même escortés par l'armée.

D'autre part, il demande des sanctions internationales contre les groupes armés qui sévissent dans l'est de la RDC. Cela car ils vivent grâce à l'exploitation illégale de ressources naturelles, écoulées en dehors de la RDC, avec des complicités étrangères. Il souhaite que les acheteurs de ces produits soient empêchés de le faire.

Centrafrique : domination des groupes armés

Rappel du contexte

La Centrafrique, l'un des pays les plus pauvres du continent, est ravagé par une guerre civile depuis que la Séléka, une coalition ethnique musulmane de groupes armés, a renversé le régime du président François Bozizé en 2013.

Le 6 février 2019, le gouvernement et 14 groupes armés ont signé un accord de paix à Khartoum, censé mettre un terme aux combats opposant les rebelles aux forces loyalistes mais aussi entre ces groupes armés rivaux, qui contrôlent 70% du territoire.

Depuis le début de la guerre civile, l'embargo sur les armes était total pour le pays même s'il a bénéficié depuis 2017 de quelques exemptions accordées par l'ONU, notamment à la Russie et à la France. Combattre les groupes armés est donc difficile, d'autant plus que ceux-ci s'approvisionnent facilement en armes.

Le 14 septembre 2019, l'embargo a été nettement assoupli.

La Russie fournit déjà beaucoup d'armes à la Centrafrique, mais le président Faustin-Archange Touadéra en demande davantage à son homologue russe Vladimir Poutine, afin de pouvoir combattre efficacement les groupes armés.

Vladimir Poutine qualifie la Centrafrique de "partenaire prometteur". Ce pays regorge en effet de gisements d'aluminium, de cuivre, d'or, de *diamant*, d'uranium et de puits de *pétrole*.

Depuis l'accord de paix de février 2019, les violences avaient baissé en intensité dans le pays.

La Mission des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca) est chargée de veiller au bon fonctionnement des élections présidentielle et législatives qui doivent se dérouler dès décembre 2020, les premières depuis la signature de l'accord de paix de Khartoum en février 2019.

La terreur est toujours de mise

L'un des plus puissants groupes armés, qui se nomme « les 3 R », continue à semer la terreur dans le nord-ouest.

Il interdit l'entrée de son « territoire » aux équipes électorales et à l'armée.

Fin juin, les soldats de la Minusca avaient engagé en vain une opération militaire d'envergure contre ce groupe.

Les 3R sont surtout constitués de Peuls, lesquels sont régulièrement accusés de djihadisme en Afrique.

Lors du débat annuel de la 75^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président, Faustin Archange Touadéra, a regretté que malgré les efforts du gouvernement, des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire continuent d'être perpétrées par certains groupes armés signataires de l'Accord de paix et de réconciliation.

Le Président a demandé à nouveau la levée totale de l'embargo sur les armes.

En août, l'ONU a dénoncé Sidiki Abass, le leader du groupe armé 3R.

Le groupe armé 3R a tué, torturé, violé et déplacé des civils. Il s'est livré au trafic d'armes, à du racket et s'est engagé dans une guerre avec d'autres milices, détaille le comité de sanctions. Sidiki Abass a lui-même participé à des actes de torture.

Soudan du Sud : la catastrophe

Rappel du contexte

Après 6 ans de guerre civile ayant fait plus de 400 000 morts et des millions de personnes déplacées, un accord a enfin été trouvé en février 2020 entre les 2 principales ethnies rivales, les Dinkas, d'où est issu le président Salva Kiir, et les Nuers, d'où est issu le désormais vice-président Riek Machar, ancien chef rebelle.

La situation a pu se débloquer suite à des sanctions américaines de plus en plus importantes.

Depuis est formé – enfin – un gouvernement d’union nationale.
Mais les problèmes demeurent nombreux et graves.

Une corruption énorme, des problèmes graves

L'ONU s'inquiète de l'enlisement de la situation.

Les retards menacent la paix : Assemblée nationale pas encore constituée, lois nécessaires pas encore adoptées, préparation de la nouvelle Constitution à l’arrêt, l’armée nationale empêche les casques bleus de rejoindre des communautés en difficultés...

Et il y a encore des violences : dans l’État de Jonglei, les violences intercommunautaires des derniers mois ont fait 600 morts et 160 000 déplacés. De plus, la Commission onusienne des droits de l’Homme a accusé des politiciens de hauts rangs et des bureaucrates d’avoir détourné des dizaines de millions de dollars.

L’ONU dresse un bilan très critique de l’état des droits de l’homme

Corruption endémique, violences, criminalité politique...

Non seulement l’élite se bat pour le contrôle des ressources en pétrole et en minerais, mais les soldats ont l’opportunité d’enlever et violer des femmes à la place de leurs salaires.

700.000 personnes affectées par les inondations

Les inondations, que le Sahel connaît aussi, ont affecté 700.000 personnes, a annoncé le Programme alimentaire mondial (PAM), relevant que ces pluies torrentielles ont créé une menace de niveaux de faim « catastrophiques » et ont laissé des centaines de milliers de personnes sans abri.

Les différentes agences de l’ONU aident de leur mieux la population.

La faim et la malnutrition étaient déjà des problèmes majeurs avant ces inondations : près de 6,5 millions de personnes - plus de la moitié de la population - étaient confrontées à une grave insécurité alimentaire au plus fort de la saison de la faim il y a quelques mois. La Covid-19 a aggravé la situation.

L'Afrique pourrait gagner 89 milliards de dollars par an en freinant les flux financiers illicites

Chaque année, on estime que 88,6 milliards de dollars, soit 3,7 % du Produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique, quittent le continent sous forme de fuite illicite de capitaux, selon le rapport 2020 de la CNUCED sur le développement économique en Afrique.

Cela sape les investissements en santé et éducation notamment. Ce dont les femmes et les filles souffrent le plus. Les solutions doivent passer par une coopération fiscale internationale et des mesures de lutte contre la corruption.

Blanchiment massif d'argent sale par des grandes banques mondiales

Au moins 2 000 milliards de dollars de transactions suspectes ont été réalisées entre 2000 et 2017 par plusieurs grandes banques mondiales. C'est ce que révèle une enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), composé de 400 journalistes issus des médias de 88 pays.

Il s'agit d'argent sale lié à la drogue, à la corruption, au crime organisé et au terrorisme.

Les banques accusées assurent pourtant faire d'importants efforts pour combattre le crime financier et respecter les législations en vigueur.

Il s'agit surtout de 5 grandes banques - JPMorgan Chase, HSBC, Standard Chartered, Deutsche Bank, et Bank of New York Mellon – qui ont poursuivi ce genre d'activités, même après avoir été poursuivies ou condamnées pour faute financière.

Pour leur enquête, les journalistes ont pu obtenir des « *rapports d'activité suspecte* ». Ce sont des documents ultra-secrets, que les responsables de la conformité interne des banques américaines envoient aux services de renseignement financier américain quand elles détectent des transferts d'argent douteux.

Après les Panama Papers (qui révélèrent l'ampleur de l'évasion fiscale et le rôle des banques dedans) et les Paradise Papers, cette affaire, nommée « FinCEN Files », révèle de graves carences dans la régulation du secteur, car l'enquête pointe aussi l'impuissance des autorités américaines dans la régulation de ces transactions.

Des massacres en Colombie, pays gangrené par les cartels

La Colombie est le premier producteur de cocaïne au monde. Les USA aident le gouvernement colombien à lutter contre le trafic de drogue, avec quelques succès, bien que dans l'ensemble la lutte contre le trafic de drogue soit un échec.

La violence liée au trafic est très forte dans ce pays, où opèrent des groupes criminels. Entre autres carnages, 107 défenseurs des droits humains ont été tués en Colombie en 2019.

Les groupes armés se battent pour le contrôle de mines illégales, de milliers d'hectares de cultures de drogue et l'accès aux routes d'acheminement de la drogue.

Depuis début 2020, 61 massacres ont été recensés parmi la population.

Les dissidents des FARC représentent environ 2.300 combattants. Le désarmement des Farc a permis de faire diminuer l'intensité du conflit, mais le pays reste confronté à la violence de l'Armée de libération nationale (ELN), dernière guérilla active, ainsi que des narco-trafiquants.

Alors que la Colombie produit 70% de la cocaïne mondiale, un sénateur de ce pays a déposé une proposition de loi qui vise à asphyxier les réseaux de narcotrafic en la légalisant. Mais cette idée a peu de chances d'aboutir, car les cartels sont très puissants et ont les moyens de corrompre les politiques.

Suède : la mafia contrôle des banlieues

Plus le temps passe en Suède, plus la mafia prend gain en puissance, contrôlant plusieurs grandes villes du pays.

Une quarantaine de "familles" mafieuses contrôlent les quartiers défavorisés de plusieurs agglomérations.

Les clans criminels multiplient les actes de violence : 163 fusillades sur le territoire au premier semestre 2020 et 20 morts.

La mafia est surtout implantée dans les banlieues où vit une population majoritairement immigrée. Trafic de drogue, racket, violences...

Des attaques à l'explosif, fusillades, règlements de compte en pleine rue... Le phénomène a pris tant d'ampleur que la police a décidé fin 2019 de former un groupe d'intervention spécial, dont la mission sera de lutter contre la violence des gangs.

En vain pour le moment.

En Asie, le Covid-19 aggrave le phénomène des mariages précoces

La crise du Covid-19 a augmenté la précarité des femmes dans le monde et accéléré le phénomène des mariages précoces en Asie.

Des parents perdant leur travail en raison des dures restrictions liées à la pandémie, le mariage de leurs filles est vu comme une solution face aux problèmes de subsistance.

C'est une des nombreuses conséquences alarmantes de la pandémie en Asie du Sud-Est.

De plus, le réseau d'ONG impliqué dans les droits des femmes a également noté une augmentation des grossesses adolescentes.

Des Bangladais extrémistes par dizaines de milliers

La population du Bangladesh - 160 millions d'habitants - est à 90% musulmane. Plus de cent mille Bangladais se sont rendus en septembre aux funérailles du leader islamiste controversé Allama Shah Ahmad Shafi, fondateur du groupe Hefazat-e-Islam.

En mai 2013 il avait mobilisé des dizaines de milliers de manifestants exigeant qu'on exécute des blogueurs athées et qu'on adopte des lois châtiant le blasphème.

Le Premier ministre du Bangladesh a salué son rôle dans la récente expansion des écoles coraniques dans le pays.

Redoubler d'efforts contre la violence sexiste, un fléau mondial intensifié par la Covid-19

De la violence domestique aux abus sexuels, en passant par le harcèlement en ligne et l'augmentation des mariages d'enfants, la violence sexiste est « un fléau mondial » qui est exacerbé par la pandémie de la Covid-19, a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

« Des millions de femmes vivent dans la peur, avec des conséquences à long terme pour les familles et les communautés, et pour tous nos efforts en faveur de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme et du développement durable », a déclaré le Secrétaire général.

Des milliers de Yézidis toujours en captivité

La lauréate du prix Nobel de la paix et victime d'esclavage sexuel aux mains de l'Etat islamique en Iraq et au Levant, Nadia Murad, a lancé un poignant appel à la communauté internationale pour qu'elle agisse immédiatement afin de retrouver et libérer les plus de 2.800 femmes et enfants yézidis qui se trouvent toujours entre les mains de Daech.

Ils sont encore soumis à des violences sexuelles et à l'esclavage aux mains de Daech.

Nadia Murad s'est félicitée des avancées en matière de justice pour les Yézidis, précisant que la collecte des preuves et des témoignages avait commencé mais que justice n'avait toujours pas été rendue.